

Insee Conjoncture

Normandie



N° 3

Mai 2016

Le bilan économique

En 2015, l'économie normande peine à profiter de l'amélioration nationale

Comme chaque année, différentes composantes du système statistique public se sont associées pour présenter leur lecture économique de l'année 2015.

Piloté par l'Insee, le bilan a été réalisé en partenariat avec :

- le bureau de l'observation et des statistiques de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de Normandie ;
- le service régional de l'information statistique et économique (SRISE) de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (DRAAF) de Normandie ;
- le service études statistiques et évaluation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) de Normandie.

Qu'ils en soient tous ici vivement remerciés.

Harmonisé entre toutes les régions, ce bilan économique présente pour la première fois l'année économique de la nouvelle région « Normandie ». Il est composé de chapitres thématiques, volontairement courts et synthétiques et une synthèse chapeaute l'ensemble.

Ces contributions interviennent de façon complémentaire et cohérente pour dresser un bilan économique d'une région Normande qui peine, en 2015, à profiter de l'amélioration nationale.

Bonne lecture.

Le directeur régional de l'Institut national de la statistique et des études économiques
(INSEE) Normandie

Daniel BRONDEL



Sommaire

Contexte régional	2
En 2015, l'économie normande peine à profiter de l'amélioration nationale	
Emploi salarié	4
L'évolution favorable des services atténue le repli de l'emploi	
Chômage	6
Une situation du marché du travail contrastée en 2015	
Démographie d'entreprise	8
Baisse des créations d'entreprises suite à un recul des micro-entrepreneurs	
Agriculture	10
Des rendements records mais un secteur en crise	
Construction	12
Des signes encourageants dans le logement	
Tourisme	14
Une année touristique marquée par une fréquentation française dynamique	
Transport	16
Regain d'activité dans les ports et aéroports normands	
Définitions	18

Contexte régional

En 2015, l'économie normande peine à profiter de l'amélioration nationale

Jean-François Eudeline, Insee Normandie

En 2015, la Normandie perd 1 100 emplois salariés dans le secteur marchand non agricole. Avec cette légère contraction de 0,2 %, l'emploi normand ne bénéficie donc pas de la reprise au niveau national (+ 0,5 %). Le recul des effectifs est toutefois atténué par rapport aux années précédentes (- 0,8 % en 2014 et - 0,9 % en 2013) grâce au rebond dans le secteur tertiaire. L'emploi intérimaire continue d'augmenter (+ 4,3%) mais à un rythme moindre qu'au niveau national (+ 9,4 %)

Des pertes d'emplois dans l'industrie et la construction

A contrario, les emplois industriels continuent de subir des pertes (- 1,5 % contre - 1,2 % au niveau national). Tous les secteurs industriels sont affectés, hormis l'énergie (+ 0,5 %). En particulier, l'industrie agroalimentaire, très présente en Normandie, perd 1,2 % de ses emplois, contrastant ainsi avec l'évolution positive au niveau national (+ 0,3 %).

Dans la construction, malgré la stabilisation de l'activité, l'emploi baisse fortement de 3,4 % en 2015, une baisse plus forte qu'au niveau national (- 2,6 %).

Le taux de chômage au sens du BIT atteint 10,2 % fin 2015 en Normandie. En lien avec la relative stabilisation des emplois, il s'est

maintenu vers ce niveau tout le long de l'année. Le nombre de demandeurs d'emploi n'exerçant aucune activité (catégorie A) continue de progresser de 2,8 %. Cette hausse, assez similaire au niveau national, est légèrement moins soutenue qu'en 2013 et 2014, suivant ainsi l'inflexion constatée sur les emplois. En revanche, le nombre de demandeurs d'emplois de catégories A, B, C continue d'augmenter à un rythme élevé (+ 4,9 %). Ainsi la reprise de l'emploi passe souvent par des situations d'emploi plus précaires, comme l'activité partielle dont la demande augmente en 2015.

La situation des jeunes de moins de 25 ans sur le marché du travail continue de s'améliorer en 2015 (- 3,4 % pour la catégorie A) sous l'effet des mesures pour l'emploi des jeunes. En revanche la demande d'emploi des plus de 50 ans augmente fortement (+ 8,1 % en catégorie A). Enfin, les demandeurs d'emplois depuis plus d'un an progressent de 8,3 % et atteignent près de la moitié des inscrits fin 2015. Cela montre une durée du chômage qui a tendance à augmenter.

En 2015, la création de nouvelles entreprises baisse de 10 %, avec 17 300 créations. Les secteurs de l'industrie et de la construction sont les plus touchés par cette baisse. Les dispositions de la loi Pinel de 2014 conduisent les entrepreneurs à préférer les

entreprises individuelles traditionnelles (+ 26 %) au micro-entrepreneuriat (- 31 %). Les créations de sociétés augmentent quant à elles de 1,6 %. Les défaillances d'entreprises continuent de progresser (+ 1,1 %), mais à un rythme plus faible que les années précédentes.

De meilleures perspectives dans la construction

Après plusieurs années de baisses consécutives, les autorisations de construire des logements repartent à la hausse (+ 5 %), une tendance en phase avec l'évolution nationale. Si l'effet ne se fait pas encore sentir sur l'activité en 2015, ces perspectives devraient soutenir les mises en chantiers à venir. Ce regain de dynamisme s'observe aussi dans la promotion immobilière qui a vu ses ventes de logements neufs s'accroître fortement en 2015. En revanche, l'activité de construction de locaux d'activité reste en berne.

La reprise de l'activité au niveau national a bénéficié au secteur des transports. Les ports normands ont pu bénéficier d'un volume accru de marchandises (+ 2 % au Havre, + 4 % à Rouen). Concernant le transport de passagers, l'année 2015 est une année faste, aussi bien pour le trafic maritime trans-manche que pour l'activité aéroportuaire.

Dans le secteur agricole, l'année 2015 est marquée par la baisse généralisée des prix et par la crise dans le secteur de l'élevage. Le contexte international, entre récolte mondiale de céréales surabondante et baisse de la demande mondiale de poudre de lait, est défavorable à l'agriculture normande.

Avec 5,7 millions de visiteurs accueillis, la fréquentation de la région se maintient à un bon niveau en 2015 (+ 0,3 %, soit 37 600 nuitées de plus), malgré l'absence d'événements phares comme en 2014. Cette année marque un retour de la clientèle française (+ 0,8 % pour les hôtels et + 8,6 % pour les campings), qui compense la relative désaffection des étrangers (- 6,2 % pour les hôtels et - 3,1 % pour les campings) ■

1 Tableau de bord de l'année 2015 en Normandie

	Normandie		France métropolitaine	
	Valeur 2015	Évolution 2015/2014 (en %)	Valeur 2015	Évolution 2015/2014 (en %)
Emploi salarié du secteur marchand non agricole (*) au 4 ^e trimestre 2015	722 356	- 0,2	15 947 700	+ 0,5
dont				
industrie	196 625	- 1,5	3 120 500	- 1,2
construction	72 437	- 3,4	1 313 400	- 2,6
tertiaire marchand	453 294	+ 1,0	11 513 800	+ 1,4
dont commerce	138 282	+ 0,8	3 023 900	+ 0,8
dont intérim	36 124	+ 4,3	586 200	+ 9,4
Taux de chômage localisé au quatrième trimestre 2015 (p)	10,2 %	- 0,2	10,0 %	- 0,1
Demandeurs d'emploi de catégorie A (en milliers)	181,6	+ 2,8	3 638,5	+ 2,4
Créations d'entreprises (y-c micro-entreprises)	17 299	- 9,9	509 550	- 4,7
Logements commencés	14 200	- 2,5	335 400	+ 1,6
Logements autorisés	15 400	+ 5,0	372 200	+ 3,8
Tourisme – Nuitées en hôtels (en milliers)	7 515	- 1,0	202 087	+ 1,8
Tourisme – Nuitées en camping (en milliers)	3 363	+ 3,4	112 876	+ 2,9

* Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs
(p) données provisoires

Source : Insee, Direccte, Pôle emploi, Dreal

Contexte national

L'économie française accélère en 2015

Camille Sutter, Division Synthèse conjoncturelle, Insee Direction Générale

La reprise se confirme dans la zone euro

En 2015, l'activité mondiale ralentit légèrement, du fait d'un fléchissement de la croissance dans les pays émergents. Cela résulte notamment d'un nouveau ralentissement de l'activité en Chine, et d'importantes récessions au Brésil et en Russie. Dans les économies avancées, la croissance reste en revanche robuste (+ 2,0 % après + 2,2 % en 2014). Aux États-Unis, l'activité croît solidement, au même rythme qu'en 2014 (+ 2,4 %); l'activité britannique reste également dynamique (+ 2,3 %). Dans la zone euro, la reprise se confirme (+ 1,6 % après + 0,9 %) et les rythmes de croissance des principales économies de la zone s'homogénéisent. Plusieurs facteurs externes favorisent l'activité européenne. D'une part, la baisse des prix du pétrole et des matières premières pèse sur l'inflation, ce qui, combiné à l'accélération de l'emploi, soutient le pouvoir d'achat des ménages, et donc leur consommation. D'autre part, la dépréciation de l'euro à l'œuvre depuis mi-2014 favorise les exportations de la zone, limitant les effets d'un commerce mondial morose. En outre, la baisse des taux d'intérêt due à la politique monétaire non conventionnelle - notamment la mise en place d'un quantitative easing - de la Banque centrale européenne dynamise

l'investissement et contribue à sa forte accélération, notamment en Europe du Sud.

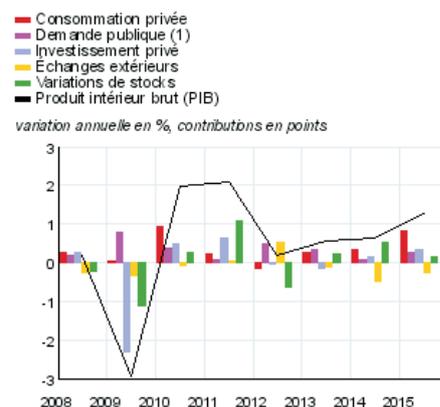
L'économie française accélère en 2015

Dans le mouvement européen, l'économie française continue elle aussi d'accélérer en 2015 : le PIB progresse de + 1,3 % en volume, après + 0,6 % en 2014. Il s'agit de la plus forte croissance depuis 2011.

La consommation des ménages est le principal facteur de l'accélération en 2015 (+ 1,5 % après + 0,7 %), dans le sillage de leur pouvoir d'achat. Du côté de la demande publique, la consommation des administrations publiques accélère légèrement (+ 1,4 % après + 1,2 %) tandis que le recul de l'investissement public est moins accentué qu'en 2014 (- 3,8 % après - 5,7 %). L'investissement des entreprises accélère (+ 2,8 % après + 1,6 %), tandis que le recul de l'investissement des ménages s'atténue (- 0,8 % après - 3,5 %).

Les échanges extérieurs continuent de peser sur la croissance, mais moins fortement en 2015 (- 0,3 point) qu'en 2014 (- 0,5 point). Le dynamisme des exportations est en effet plus que compensé par celui des importations. Enfin, le comportement de stockage des entreprises contribue de nouveau positivement à la croissance (+ 0,1 point).

2 Contribution des principaux agrégats à la croissance du PIB



(1) Y compris institutions sans but lucratif au service des ménages
Champ : France

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

L'emploi total augmente

Dans le sillage de la reprise d'activité, l'emploi salarié du secteur marchand non agricole se stabilise après deux années consécutives de baisse. Grâce aux créations nettes d'emplois dans le secteur non marchand ainsi que pour les non-salariés, l'emploi total continue d'augmenter. Le taux de chômage en France entière est ainsi stable en moyenne annuelle à 10,3 %. En revanche, en glissement annuel en fin d'année, l'emploi salarié marchand non agricole s'améliore nettement : fin 2015, l'économie française compte 102 000 emplois de plus que fin 2014 (+0,5 %).

Le pouvoir d'achat des ménages accélère nettement

En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation stagne, en net ralentissement par rapport à 2014 (+ 0,5 %), du fait de sa composante énergétique : les prix de l'énergie se replient en effet fortement en 2015 avec la chute du cours du baril de Brent. De plus, les revenus d'activité augmentent fortement (+ 1,7 % après + 0,8 %). Ainsi, le pouvoir d'achat des ménages accélère en 2015 (+ 1,6 % après + 0,7 %). Cette hausse est proche de sa croissance moyenne depuis 2000 (+ 1,5 %) ■

1 Le PIB et les opérations sur biens et services

	Évolution en volume aux prix de l'année (en %)			En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
	2013	2014	2015		
Produit intérieur brut (PIB)	+ 0,6	+ 0,6	+ 1,3	2 181,1	+ 1,3
Importations	+ 2,1	+ 4,7	+ 6,6	685,0	- 2,1
Consommation effective des ménages, dont :	+ 0,7	+ 0,9	+ 1,6	1 540,7	+ 1,1
- dépense des ménages	+ 0,5	+ 0,7	+ 1,5	1 156,0	+ 0,8
- dépense individualisable des administrations et des ISBLSM*	+ 1,4	+ 1,8	+ 1,7	384,7	+ 0,3
Consommation collective des administrations publiques	+ 1,5	- 0,1	+ 1,0	182,7	+ 0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	- 0,8	- 0,3	+ 1,0	469,2	+ 0,2
- entreprises non financières	+ 0,2	+ 1,6	+ 2,8	262,7	+ 0,3
- ménages	- 0,5	- 3,5	- 0,8	107,6	0,0
- administrations publiques	- 0,7	- 5,7	- 3,8	75,3	- 0,1
Variations de stocks (contribution à la croissance)	+ 0,2	+ 0,5	+ 0,1	2,7	+ 0,1
Exploitations	+ 1,9	+ 3,3	+ 6,1	654,9	+ 1,8

* ISBLSM : institutions sans but lucratif au service des ménages

Note : les séries sont présentées ici non corrigées des jours ouvrés

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010

Emploi salarié

L'évolution favorable des services atténue le repli de l'emploi

L'année 2015 est de nouveau une année difficile pour l'emploi normand qui recule de 0,2 %. En un an, l'économie normande a ainsi perdu 1 130 emplois salariés, principalement dans l'industrie et la construction. Le repli de l'emploi est toutefois quatre fois moins important qu'en 2014, grâce aux évolutions favorables du commerce et des services et à l'intérim qui progresse de 4,3 %. La bonne orientation du secteur tertiaire bénéficie surtout au Calvados et à la Manche. L'emploi des trois autres départements normands diminue, l'Eure étant le plus durement touché.

Isabelle Bigot, Insee Normandie

En 2015, la Normandie fait partie des trois régions dont les effectifs salariés du secteur marchand non agricole se replient, tandis qu'ils progressent de 0,5 % au plan national (*figure 1*). La contraction de 0,2 % en Normandie, soit 1 130 emplois en moins, est toutefois nettement moins forte qu'en 2014 (- 0,8 %) et qu'en 2013 (- 0,9 %), ce qui constitue un signe encourageant. L'industrie et la construction, toujours confrontées à une conjoncture déprimée, continuent de perdre des emplois. *A contrario*, le tertiaire marchand renoue avec les créations d'emplois. Les effectifs salariés du commerce, des services aux entreprises et aux ménages, et de l'immobilier repartent à la hausse, et l'intérim poursuit sa progression.

Des pertes d'emplois dans l'industrie et la construction

Malgré le recours au chômage partiel par les entreprises, les effectifs salariés permanents de l'industrie normande se replient de 1,5 %, soit 2 950 emplois permanents en moins, contre - 1,2 % au niveau national (*figure 2*). Ce repli est moins important qu'en 2014 (- 2,1 %). À l'exception du secteur de l'énergie qui crée des emplois (+ 0,5 %), tous les secteurs industriels réduisent leurs effectifs. Les industries agro-alimentaires, secteur fortement présent en Normandie, perdent 400 emplois salariés en 2015. Ce repli de 1,2 % contraste avec l'évolution favorable observée au plan national (+ 0,3 %). Les matériels de transport, notamment l'automobile, sont également touchés par les restructurations qui se traduisent par des suppressions d'emplois

plus importantes en Normandie (- 2,6 %) qu'au plan national (- 1,6 %). Enfin, les biens d'équipement, confrontés aux exigences de la compétitivité et aux délocalisations, perdent 2,8 % de leurs effectifs, soit 600 emplois.

L'année 2015 est une nouvelle année terne pour le secteur de la construction, toujours confronté à la faiblesse de la demande, tant privée que publique. Concurrence exacerbée, tensions sur les prix et réduction des marges font peser des contraintes fortes sur les trésoreries des entreprises. Cette conjoncture basse et l'absence de signaux de reprise de la demande se traduisent par la suppression de 2 600 emplois permanents en 2015, soit une diminution de 3,4 % en un an, contre - 2,6 % au plan national.

Le tertiaire renoue avec les créations d'emplois

En 2015, le secteur tertiaire enregistre une croissance de ses effectifs salariés de 1,0 % (+ 1,4 % en France métropolitaine), nettement plus vigoureuse qu'entre 2009 et 2014, où il avait progressé en moyenne de 0,1 % par an (*figure 5*). Part importante du tertiaire marchand, avec 138 300 salariés sur un total de 453 300, le commerce affiche une progression de 0,8 % de ses effectifs, comme au plan national. Les entreprises font de nouveau appel aux prestataires de services externes, ce qui permet au secteur des services aux entreprises de se développer (+ 1,6 %). Grâce à la hausse de la fréquentation touristique, le secteur de l'hébergement et de la restauration est toujours créateur d'emplois (+ 2,0 %) et ce, de façon plus vigoureuse que la moyenne

des cinq dernières années (+ 0,9 %). Pour la troisième année consécutive, l'intérim continue de progresser (*figure 3*). En 2015, le nombre d'emplois intérimaires augmente de 4,3 % en Normandie, portant leur nombre à 36 000 (*figure 4*). Cette évolution témoigne de signaux positifs dans l'industrie et la construction, secteurs recourant le plus à l'intérim pour ajuster leur activité au volume de commandes. Depuis le début de l'année 2015, 1 500 emplois intérimaires supplémentaires ont été créés. Malgré cette forte hausse, leur nombre demeure inférieur à son plus haut niveau atteint au premier trimestre de 2008 (45 100). Au niveau national, la reprise de l'emploi intérimaire est nettement plus forte qu'en Normandie (+ 9,4 %). Seules les entreprises de transports poursuivent leurs contractions d'effectifs en Normandie (- 0,5 %) tandis qu'au plan national, la tendance est à la reprise des embauches (+ 0,2 %).

La bonne orientation du tertiaire profite surtout au Calvados et à la Manche

Dans le Calvados, les effectifs salariés marchands progressent de 0,6 % en 2015, alors qu'ils s'étaient repliés de 1,6 % en 2014. Le Calvados est ainsi le département normand qui enregistre l'évolution la plus favorable de ses effectifs (*figure 4*). Il engrange en effet de bons résultats dans le secteur tertiaire (+ 1,6 %) et un fort rebond de l'intérim (+ 12,2 %). La Manche enregistre une progression de ses effectifs de 0,5 % en 2015, soit 500 emplois créés. Le tertiaire marchand y bénéficie d'une bonne orientation qui se traduit par des embauches (+ 1,7 %), plus particulièrement dans le commerce (+ 1,9 %) ■

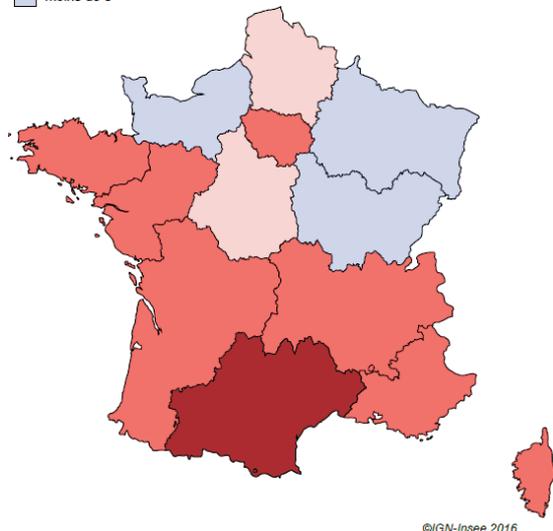
Pour en savoir plus

- Bigot (Isabelle), Moisan (Michel), "Attractivité productive ou attractivité résidentielle : à chaque territoire ses atouts", *Insee Analyses Normandie*, Insee, n° 07, mai 2016
- Caritg (Jean-Philippe), "Au 4^e trimestre 2015, la Normandie profite peu de la reprise nationale", *Insee Conjoncture Normandie*, Insee, n° 2, avril 2016

1 Évolution régionale de l'emploi salarié

France métropolitaine : 0,5 %
Glissement annuel 2015-2014 (en %)

- 1 et plus
- de 0,5 à moins de 1
- de 0 à moins de 0,5
- moins de 0



Notes : données CVS

Champ : France métropolitaine. Emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi.

2 Emploi salarié des secteurs principalement marchands

Secteur d'activité - NAF rév. 2, 2008	2015 T4 (en milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2014/2009 (1)	
		Normandie	France métropolitaine	Normandie	France métropolitaine
Industrie	196,6	-1,5	-1,2	-1,5	-1,2
Industrie agro-alimentaire	34,2	-1,2	+0,3	-0,4	-0,2
Energie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	22,4	+0,5	-0,2	+0,1	+0,3
Biens d'équipement	21,2	-2,8	-1,9	-2,0	-1,6
Matériels de transport	24,5	-2,6	-1,6	-3,3	-1,3
Autres branches industrielles	94,4	-1,5	-1,7	-1,6	-1,8
Construction	72,4	-3,4	-2,6	-2,4	-1,6
Tertiaire marchand	453,3	+1,0	+1,4	+0,1	+0,4
Commerce	138,3	+0,8	+0,8	-0,5	0,0
Transports	67,6	-0,5	+0,2	-0,2	0,0
Hébergement - restauration	39,1	+2,0	+2,0	+0,9	+1,1
Information - communication	11,3	-2,4	+0,7	-1,7	+0,6
Services financiers	29,6	-0,4	+1,1	+0,2	+0,6
Services immobiliers	9,6	+0,5	+0,9	-1,1	-0,1
Services aux entreprises	83,2	+1,6	+3,0	+0,2	+1,3
Services aux ménages	38,5	+1,0	+0,3	-0,2	-0,6
Intérim	36,1	+4,3	+9,4	+2,8	+1,5
Total	722,4	-0,2	+0,5	-0,7	-0,1

Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires

(1) : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi.

3 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires

Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre

Source : Insee, estimations d'emploi.

4 Emploi salarié par département et par secteur

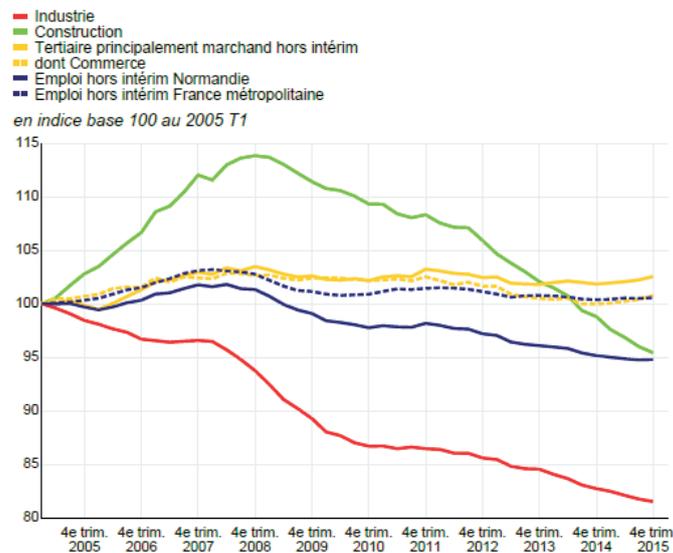
	Glissement annuel						
	2015 T4 (en milliers)	Industrie	Construction	Tertiaire marchand	Commerce	Intérim	Total
		dont					
Calvados	155,5	-1,3	-2,3	+1,6	+1,2	+12,2	+0,6
Eure	109,9	-0,8	-5,9	+0,1	-0,2	-1,9	-0,8
Manche	101,2	-0,8	-1,8	+1,7	+1,9	+9,1	+0,5
Orne	54,9	-1,1	-4,3	+1,1	+2,2	+4,3	-0,3
Seine-Maritime	300,9	-2,3	-3,6	+0,7	+0,2	+2,5	-0,5
Normandie	722,4	-1,5	-3,4	+1,0	+0,8	+4,3	-0,2

Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi.

5 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié des secteurs principalement marchands dans la région Normandie



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires

Champ : emploi salarié en fin de trimestre hors agriculture, secteurs principalement non marchands et salariés des particuliers employeurs

Source : Insee, estimations d'emploi.

Chômage

Une situation du marché du travail contrastée en 2015

En 2015, le nombre de demandeurs d'emploi a continué de progresser, comme au niveau national, mais à un rythme légèrement moins soutenu qu'en 2013 et 2014. Néanmoins, le taux de chômage normand au sens du BIT recule de 0,2 point sur un an, et s'élève à 10,2 % (10,0 % au niveau national). Les seniors et les demandeurs d'emploi de longue durée sont les plus affectés par la dégradation du marché du travail. Seul le nombre de jeunes inscrits est en recul sur l'année, grâce à la mobilisation des dispositifs de politique d'emploi, en particulier les emplois d'avenir.

Christelle Bérard, Directrice de Normandie

Fin 2015, 290 900 demandeurs d'emploi immédiatement disponibles étaient inscrits à Pôle emploi en Normandie (catégories A, B, C), dont 181 600 n'avaient exercé aucune activité au cours du mois de décembre 2015 (catégorie A). La demande d'emploi de catégories A, B, C a continué de progresser dans la région (+ 4,8 %), tendance égale à celle de l'année 2014 (+ 4,9 %). Le nombre de personnes inscrites, dans la seule catégorie A, a progressé de 2,8 %, après une hausse de 3,2 % en 2014.

Au total, depuis le début de la crise de 2008, 120 500 personnes supplémentaires sont inscrites en Normandie sur les listes de Pôle emploi en catégories A, B, C, parmi lesquelles 61 % n'ont exercé aucune activité.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B, C augmente dans les cinq départements normands de façon comparable. Trois départements enregistrent une hausse supérieure à la moyenne régionale : la Manche (+ 5,0 %), l'Orne (+ 5,8 %) et la Seine-Maritime (+ 4,9 %). Le Calvados et l'Eure connaissent une hausse un peu moins importante, respectivement de 4,6 % et 4,2 %. Parmi ces demandeurs d'emploi, ceux inscrits en catégorie A augmentent également dans les cinq départements.

Baisse du nombre de jeunes demandeurs d'emploi

En Normandie, la demande d'emploi des jeunes de moins de 25 ans est stable sur 2015 pour les catégories A, B et C (+ 0,1 % contre - 0,5 % en France métropolitaine) et diminue de 3,4 % pour la catégorie A (- 4,2 % au niveau national)(figure 1). C'est le seul public qui connaisse une baisse sur l'année 2015. Le développement de mesures pour l'emploi des jeunes (emplois d'avenir, apprentissage, etc.), fortement

encouragé par les pouvoirs publics, permet de contenir le chômage des jeunes.

Le nombre de seniors de 50 ans ou plus inscrits à Pôle emploi est en revanche en forte hausse en 2015 (+ 8,5 % en Normandie en catégorie A, B, C et + 8,1 % en catégorie A). En 2015, 2,5 fois plus de seniors sont inscrits à Pôle emploi qu'en 2007. Les seniors représentent désormais quasiment le quart des inscrits en catégorie A, aussi bien en Normandie qu'en France métropolitaine.

Près de la moitié des demandeurs d'emploi sont inscrits depuis plus d'un an

Comme les deux années précédentes, le chômage de courte durée (moins d'un an) croît faiblement en 2015 (+ 1,9 %). A contrario, le chômage de longue durée (plus d'un an) progresse fortement sur l'année 2015 (+ 8,3 %) et la hausse est deux fois plus forte (+ 15,8 %) pour les inscrits depuis plus de trois ans. Fin décembre 2015, les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an représentent la moitié (47,0 %) de l'effectif des catégories A, B, C dans la région. Un quart (26,6 %) des demandeurs d'emploi est inscrit à Pôle emploi depuis plus de deux ans et 16,4 % depuis plus de trois ans. Ces parts ne cessent de progresser depuis sept ans.

Les emplois aidés favorisent l'accès ou le retour à l'emploi des publics confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle. En 2015, plus de 23 000 personnes bénéficient d'un contrat aidé dans la région, en contrat unique d'insertion ou en emploi d'avenir. Ces deux dispositifs jouent un rôle essentiel dans la lutte contre l'exclusion et ciblent en particulier le public jeune, senior, les demandeurs d'emploi de longue

durée, les travailleurs handicapés et les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active. Par ailleurs, plus de 14 000 jeunes sont entrés en contrat d'apprentissage en 2015 (figure 2).

Un taux de chômage en retrait en 2015

Le taux de chômage normand au sens du BIT recule de 0,2 point sur un an, et s'élève à 10,2 % (10,0 % au niveau national)(figure 3). En effet, la hausse de la population active est plus importante que l'augmentation du nombre de chômeurs. Les évolutions par département varient entre une baisse de 0,3 point dans la Manche à une légère hausse de 0,1 point dans l'Orne. Les départements les plus touchés par le chômage sont la Seine-Maritime (11,3 %) et l'Eure (10,5 %) puis le Calvados (9,8 %), l'Orne (9,6 %) et enfin la Manche (8,2 %)(figure 4).

La région Normandie présente le 5^e taux de chômage le plus élevé des 13 régions de France métropolitaine, devant la région Grand-Est et derrière la Corse.

La demande d'activité partielle augmente en 2015

Le recours à l'activité partielle est un outil important pour préserver l'emploi dans un contexte économique difficile. Plus de 8 700 000 heures d'activité partielle ont été autorisées par la Direccte en 2015, volume en hausse de 30 % sur un an. Néanmoins, le niveau reste bas si on le compare à celui observé en 2008-2009. Sur ces heures autorisées, seules 17 % ont été réellement consommées par les entreprises de la région en 2015. L'entrepôt et services auxiliaires des transports, les travaux de construction spécialisés et l'industrie automobile sont les trois principaux secteurs concernés ■

Pour en savoir plus

- Brunet (Laurent), "Baisse du chômage dans les trois quarts des zones d'emploi normandes", Insee, *Insee Flash Normandie*, n° 10, mai 2016
- www.insee.fr, tableau de bord de la conjoncture régionale, thème Conjoncture/Conjoncture régionale/Normandie

1 Demandeurs d'emploi en fin de mois en Normandie

	Demandeurs d'emploi au 31/12/2015 (en milliers)		Évolution 2015/2014 (en %) (1)	
	Catégories A, B, C	Catégorie A	Catégories A, B, C	Catégorie A
	Hommes	144,3	97,9	+4,2
Femmes	146,6	83,7	+5,4	+3,4
Moins de 25 ans	52,3	32,6	+0,1	-3,4
25 à 49 ans	173,7	105,3	+5,0	+2,8
50 ans ou plus	64,9	43,7	+8,5	+8,1
Inscrits depuis un an ou plus	136,7	nd	+8,3	nd
Normandie	290,9	181,6	+4,8	+2,8
France métropolitaine	5 551,70	3 638,50	+4,9	+2,4

nd : données non disponibles

(1) : évolution de l'indicateur entre le 31/12/2014 et le 31/12/2015

Note : données brutes.

Sources : Pôle emploi ; DARES.

2 Nombre d'entrées dans les principales mesures d'accompagnement et d'aide à l'emploi

	2014	2015 (p)	Évolution
			2015/2014 (en %)
Contrats en alternance			
Contrats de professionnalisation	///	///	///
Contrats d'apprentissage du secteur privé	14 926	14 389	- 3,6
Emplois aidés du secteur marchand			
Contrat unique d'insertion - Contrat initiative emploi (CUI-CIE)	3 083	4 904	+ 59,1
Emplois d'avenir	1 505	1 082	- 28,1
Emplois aidés du secteur non marchand			
Contrat unique d'insertion-Contrat d'accompagnement dans l'emploi (CUI-CAE) ⁽¹⁾	17 253	14 912	- 13,6
Emplois d'avenir	3 070	2 912	- 5,1
Mesures d'accompagnement des jeunes			
Contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS)	9 797	7 631	///

p : données provisoires

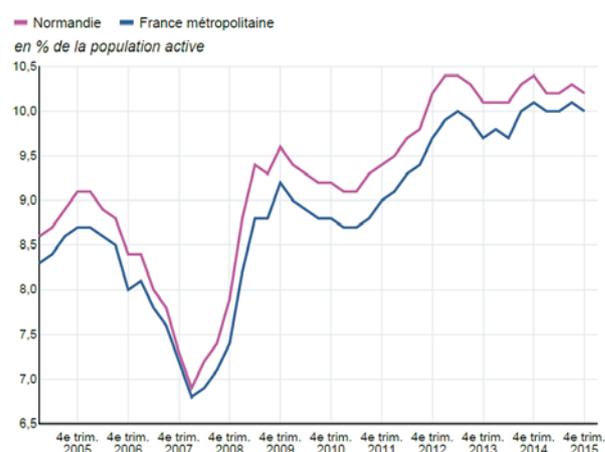
/// : absence de donnée due à la nature des choses

(1) : les contrats aidés CUI-CAE de 2013 ont une durée de 6 à 24 mois et ceux de 2014, une durée de 12 à 24 mois

Note : extraction en avril 2016.

Source : DARES.

3 Évolution trimestrielle du taux de chômage



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

4 Taux de chômage

en % de la population active

	2014	2015	2015	2015	2015	Évolution
	T4	T1	T2	T3	T4 (p)	2015T4/2014T4 (en points de %)
Calvados	10,0	9,9	9,9	10,0	9,8	-0,2
Eure	10,7	10,4	10,5	10,6	10,5	-0,2
Manche	8,5	8,4	8,3	8,4	8,2	-0,3
Orne	9,5	9,3	9,5	9,6	9,6	+0,1
Seine- Maritime	11,3	11,1	11,2	11,3	11,3	0,0
Normandie	10,4	10,2	10,2	10,3	10,2	-0,2
France métropolitaine	10,1	10,0	10,0	10,1	10,0	-0,1

p : données provisoires

Notes : données CVS

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Démographie d'entreprise

Baisse des créations d'entreprises suite à un recul des micro-entrepreneurs

Le nombre de création d'entreprises baisse en 2015, après une brève embellie en 2014. Les créations d'entreprises individuelles augmentent, mais ne suffisent pas à compenser la forte diminution des créations des micro-entreprises. Les secteurs de l'industrie et de la construction sont les plus touchés. Les créations des sociétés restent stables.

Les défaillances d'entreprises continuent d'augmenter, mais à un rythme moins soutenu que les quatre années précédentes. En revanche, comme l'année précédente, les défaillances continuent d'augmenter fortement dans le secteur de l'agriculture, et dans le département de l'Eure.

Julien Delamare, Insee Normandie

En 2015, 17 300 nouvelles entreprises se sont créées en Normandie. Cela représente 1 900 entreprises de moins qu'en 2014, soit une baisse de 10 % (figure 1). Cette baisse est deux fois plus forte que la baisse constatée en France métropolitaine, et met fin à la brève embellie de 2014 (4,5 %), qui succédait à trois années défavorables (figure 2).

Les micro-entrepreneurs en perte de vitesse

Cette baisse est entièrement due à la création d'entreprises par les micro-entrepreneurs. En effet, depuis le 19 décembre 2014, de nouvelles dispositions de la loi Pinel du 18 juin 2014 s'appliquent au régime de l'auto-entrepreneur, et le terme de micro-entrepreneur se substitue au terme d'auto-entrepreneur. L'inscription au registre de la Chambre de commerce est rendue obligatoire.

Cette réforme conduit, en 2015, à une forte baisse des créations d'entreprises par les micro-entrepreneurs (-31 %). Ainsi, les micro-entrepreneurs ne créent plus que quatre entreprises sur dix en 2015 (6 800 créations), contre près de six sur dix l'année précédente. Le secteur des commerces, transports, hébergement et restauration contribue pour moitié à cette baisse de 1 500 créations de micro-entrepreneurs. La baisse des créations des micro-entrepreneurs en Normandie est plus forte de dix points qu'à l'échelle nationale.

En revanche, les créations d'entreprises individuelles (hors micro-entrepreneurs), soit 5 400 créations, augmentent fortement (+26 %, figure 3), notamment dans les départements de la Manche et du Calvados où la hausse dépasse 30 %. Les neuf dixièmes de cette hausse sont dues au secteur des commerces, transports, hébergement et restauration, soit un millier de créations d'entreprises individuelles supplémentaire, ce qui rattrape en partie la baisse des créations des micro-entreprises de ce secteur.

En 2015, 5 000 sociétés normandes sont créées, en hausse de 1,6 % par rapport à 2014. Les disparités géographiques sont importantes, les créations de l'Orne et du Calvados augmentant de 8,0 % environ, alors qu'elles baissent en Seine-Maritime (-2,5 %) et dans la Manche (-3,2 %).

Tous les secteurs sont touchés par la baisse des créations, mais elle est la plus forte dans l'industrie (-20 %) et la construction (-17 %). Le Calvados et la Seine-Maritime sont les départements les plus touchés pour l'industrie (-26 %), et la Manche pour la construction (-26 %).

Cette baisse générale des créations est moins vive dans les secteurs du commerce, transport, hébergement et restauration et les services aux entreprises (respectivement -10 % et -7 %). Cependant, par rapport à la moyenne nationale, l'écart reste élevé, la

baisse étant de 7 points plus forte en Normandie pour ces deux secteurs.

Les défaillances augmentent dans l'Eure, la Manche et l'Orne

En Normandie, on recense 2 850 défaillances d'entreprises au cours de l'année 2015. Ce nombre continue d'augmenter (+1,1 %), mais à un rythme plus faible que les années précédentes (+3,8 % en 2014 et +4,8 % en 2013, figure 4). Cette hausse des défaillances normandes est comparable au reste du territoire (+1,3 %). Le nombre des défaillances baisse dans le seul département du Calvados (-8,7 %) et se stabilise en Seine-Maritime (-0,9 %). En revanche, les défaillances augmentent dans l'Orne (+5,2 %), et plus fortement dans la Manche (+8,8 %) et l'Eure (+10,8 %). L'Eure comme le Calvados avait connu un pic des défaillances l'année précédente. Ainsi, ce pic tend à s'atténuer pour le Calvados, mais s'accroît pour l'Eure.

Les disparités sont très variables selon les secteurs d'activité (figure 5). Les défaillances normandes augmentent fortement dans l'agriculture (+25 %) et les services aux entreprises (+15 %), contrairement au niveau national où elles diminuent légèrement dans ces deux secteurs. Elles restent stables dans le commerce et la construction et diminuent en revanche dans les services aux particuliers (-10 %) et surtout l'industrie (-15 %) ■

Pour en savoir plus

- Site www.insee.fr/thème/conjoncture, conjoncture régionale
- Boivin (Matthieu), "Démographie des entreprises - Hausse des créations...comme des défaillances", *Insee Conjoncture Basse-Normandie*, n° 5, mai 2015
- Brunet (Laurent), "Hausse des créations d'entreprises après trois années de repli", *Insee Conjoncture Haute-Normandie*, n° 5, mai 2015

1 Créations d'entreprises par département

en %

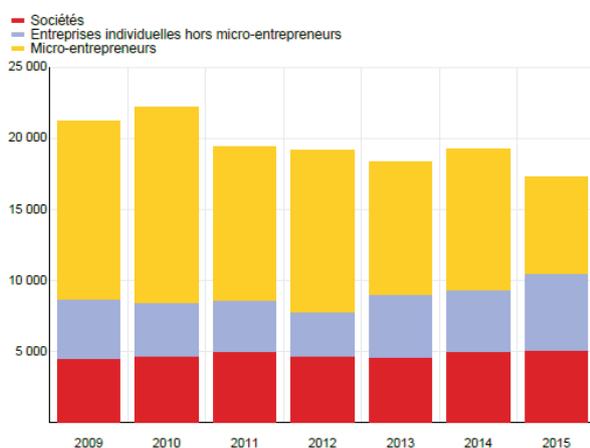
	Sociétés	Entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs	Régime de micro-entrepreneur	Ensemble	
	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2014	Créations en 2015 (nombre)	Évolution 2015/2014
Calvados	+8,1	+34,5	-36,2	4 349	-8,8
Eure	+2,5	+21,8	-31,7	3 325	-11,5
Manche	-3,2	+29,9	-33,0	2 048	-8,4
Orne	+8,3	+20,1	-31,2	1 283	-10,0
Seine-Maritime	-2,5	+20,3	-27,0	6 294	-10,2
Normandie	+1,6	+25,5	-31,2	17 299	-9,9
France métropolitaine	+3,6	+29,4	-21,1	509 550	-4,7

Note : données brutes

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

2 Créations d'entreprises dans la région Normandie



Note : nombre de créations brutes

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

3 Créations d'entreprises individuelles, hors micro-entrepreneurs, par département

en %

	Industrie	Construction	Commerces, Transports, Hébergement et Restauration	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Ensemble	
	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2014	Évolution 2015/2014	Créations en 2015 (nombre)	Évolution 2015/2014
Calvados	-27,0	-0,8	+155,2	+5,0	+6,6	1 493	+34,5
Eure	+53,8	-18,5	+112,6	+10,7	+4,0	1 004	+21,8
Manche	+112,5	-17,1	+60,9	+20,0	+22,3	777	+29,9
Orne	+83,3	-7,8	+52,4	+16,1	+6,6	407	+20,1
Seine-Maritime	+28,3	-13,4	+101,7	+10,6	-3,2	1 759	+20,3
Normandie	+32,2	-11,3	+106,1	+10,8	+4,8	5 440	+25,5
France métropolitaine	+27,0	+0,7	+91,0	+21,0	+9,8	123 286	+29,4

Note : données brutes

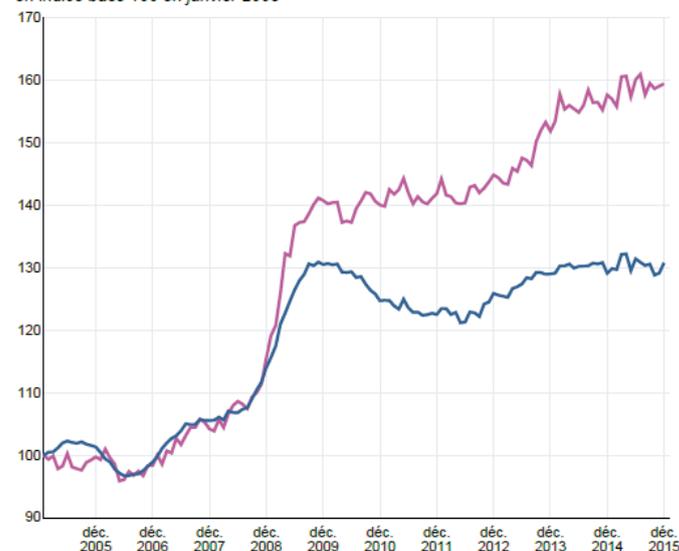
Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles

Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

4 Évolution des défaillances d'entreprises dans la région Normandie

Normandie France métropolitaine

en indice base 100 en janvier 2005



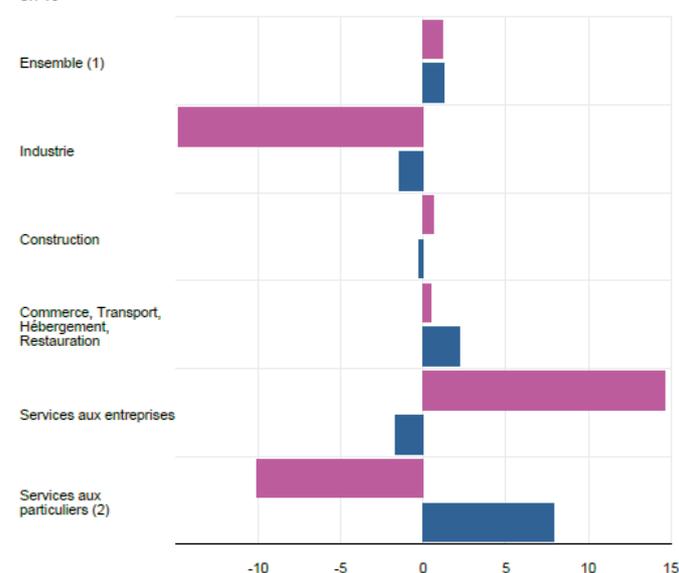
Note : Données brutes, en date de jugement. Chaque point correspond au cumul des 12 derniers mois

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 11/03/16)

5 Évolution annuelle des défaillances d'entreprises selon le secteur d'activité entre 2014 et 2015 dans la région Normandie

Normandie France Métropolitaine

en %



(1) y compris agriculture

(2) hors administration publique, activités des ménages en tant qu'employeurs et activités extra-territoriales

Note : données brutes, en date de jugement

Source : Banque de France, Fiben (extraction du 11/03/16)

Agriculture

Des rendements records mais un secteur en crise

Malgré une récolte de céréales à paille exceptionnelle, 2015 ne restera pas dans les mémoires pour ses rendements records en blé mais plutôt pour la baisse généralisée des prix des produits agricoles et la crise du secteur de l'élevage. Les mécanismes de compensation entre produits végétaux et animaux jouent plus difficilement cette année. Sur fond de récolte mondiale de céréales abondante, d'embargo russe et de baisse de la demande chinoise en poudre de lait, le contexte mondial est défavorable aux principales productions normandes. La réforme de la PAC entre dans sa première année d'application, mais ses effets s'étalant jusqu'en 2019 sont encore globalement peu marqués.

Elisabeth Borgne, Draaf

Grâce aux conditions météorologiques clémentes jusqu'au printemps 2015, les cultures d'hiver se développent convenablement. Puis de fortes chaleurs font craindre le pire pour la récolte de blé qui s'avère au final exceptionnelle (*figure 1*).

Hausse de la production de blé et chute des prix

Les rendements des surfaces cultivées en céréales sur l'ensemble de la région battent des records (+ 10 % par rapport à la moyenne des dix dernières campagnes). Le volume récolté progresse de plus de 10 % sous l'effet conjugué de la hausse des surfaces et du rendement. Mais la récolte mondiale est elle aussi abondante et les prix du blé tendre chutent dès le début de la campagne de commercialisation (*figure 2*). En fin d'année, les volumes de céréales exportés sur le port de Rouen sont en hausse de 15 % par rapport à la même période de 2014. Les acteurs de la filière s'attendent cependant à des stocks de report importants en fin de campagne. Parmi les cultures de printemps, les protéagineux souffrent des fortes chaleurs estivales. La récolte augmente malgré tout, grâce à des surfaces en nette hausse (+ 25 %), conséquence des nouvelles modalités d'attribution des aides de la PAC⁽¹⁾ qui conditionnent le paiement des aides à la diversité des assolements. Après avoir chuté en 2013 et 2014 dans le sillage de la baisse des cours mondiaux du sucre, le prix de la betterave s'annonce plutôt stable. Quant aux pommes de terre, les cours sont fermes, faisant oublier la

mauvaise campagne 2014/2015. Pour les légumes, la campagne 2015/2016 s'annonce plutôt bonne pour les carottes et les poireaux grâce à des cours soutenus. Les conditions météorologiques trop douces en début d'hiver ont cependant eu raison de la saison des choux-fleurs qui s'avère catastrophique.

Crise du secteur de l'élevage

L'année 2015 marque, pour les éleveurs laitiers, la fin de la régulation des volumes par les quotas laitiers. La campagne laitière démarre en avril sur un niveau de prix inférieur de 12 % au prix d'avril 2014. Même s'il augmente ensuite jusqu'en août ou septembre, il reste toujours en deçà du prix de la campagne précédente. Globalement sur l'année civile, le prix moyen 2015 affiche un repli de 14 % par rapport à 2014. Peu enclins dans ces conditions à augmenter leur production, les éleveurs normands ont livré 3,75 milliards de litres de lait, soit un volume équivalent à celui de 2014 (*figure 3*). Sur le marché du lait, une offre abondante, à la fois en provenance de l'Union Européenne, mais aussi des autres pays producteurs, face à une demande qui se contracte (poursuite de l'embargo russe mis en place en août 2014 et baisse des importations chinoises) entraîne mécaniquement la chute du prix du lait. Par ailleurs, les cours de la viande bovine se replient en 2015 par rapport à 2014 (- 1 % à - 2 % selon les catégories). La baisse est provisoirement atténuée par les effets de l'accord de revalorisation signé en juin par les professionnels

de la filière. Face aux difficultés rencontrées par les éleveurs, le gouvernement met en place en juillet 2015 un plan de soutien à l'élevage, dont la principale mesure consiste en un allègement des charges des exploitations (*figure 4*).

D'importantes pertes de revenus sur les produits animaux

Les prix des principales consommations intermédiaires (énergie, semences et plants, engrais et amendements, aliments pour le bétail) sont stables ou orientés à la baisse. Au niveau national, la valeur des consommations intermédiaires de la branche agriculture serait en retrait de 2 %.

Selon les estimations de la commission des comptes de l'agriculture de la nation réunie en décembre 2015, le revenu net d'exploitation de la branche agriculture devrait progresser au niveau national de 12 % entre 2014 et 2015, baisse des consommations intermédiaires et hausse des produits végétaux venant compenser la baisse des produits animaux. Ce mécanisme ne fonctionnera probablement pas de la même façon en Normandie où, compte tenu du poids du blé dans les produits végétaux et de l'importance de l'élevage, les bons résultats ne suffiront pas à combler la perte sur les produits animaux ■

(1) La réforme de la PAC impose des mesures environnementales à partir du 1^{er} janvier 2015, engageant les agriculteurs à respecter trois critères sur leur exploitation pour toucher "l'aide verte" : la présence de 5 % de la surface arable en surfaces d'intérêt écologique (jachères, bosquets, haies, taillis, mares, fossés, etc.), la diversité des assolements de l'exploitation (plusieurs cultures différentes) et le maintien des prairies permanentes.

Pour en savoir plus

- "La filière viande en Normandie, une part importante de l'agriculture régionale et de nombreux emplois dans les territoires ruraux", *Insee Analyses Normandie*, n° 3 (février 2016) et *Agrreste Normandie*, n° 1 (mars 2016) - Site internet Draaf Normandie : <http://draaf.normandie.agriculture.gouv.fr>

Agriculture

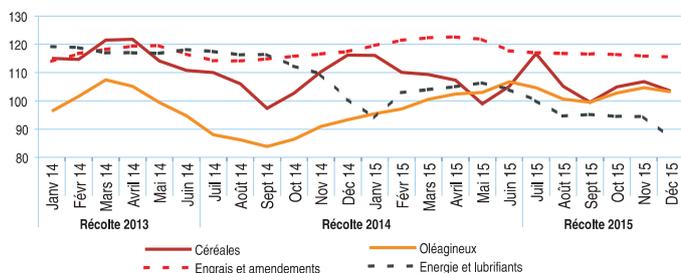
1 Surfaces, rendements et productions des différentes cultures

	Surfaces (ha)			Rendement (100kg/ha)			Production (100 kg) *		
	2014	2015	Évolution 2015/2014 en %	2014	2015	Évolution 2015/2014 en %	2014	2015	Évolution 2015/2014 en %
Blé tendre	492 660	507 600	+ 3	81	89	+ 10	39 672 800	45 039 500	+ 14
Orge et escourgeon	101 335	104 700	+ 3	76	83	+ 9	7 725 845	8 680 800	+ 12
Avoine	8 720	7 900	- 9	59	60	+ 2	511 280	481 200	- 6
Maïs grain	26 239	21 800	- 17	87	86	- 1	2 288 520	1 875 070	- 18
Triticale	9 670	9 200	- 5	58	61	+ 6	561 250	564 100	+ 1
Colza	138 180	126 600	- 8	36	40	+ 13	4 929 600	5 097 300	+ 3
Féveroles et fèves	10 802	13 800	+ 28	50	39	- 22	544 856	541 800	- 1
Pois protéagineux	11 016	13 200	+ 20	43	44	+ 3	474 180	583 300	+ 23
Betteraves industrielles	31 620	29 350	- 7	923	962	+ 4	29 172 300	28 248 500	- 3
Lin textile	42 365	46 600	+ 10	79	69	- 12	3 332 750	3 215 400	- 4
Pommes de terre de consommation	10 980	11 425	+ 4	455	448	- 1	4 992 895	5 123 500	+ 3
Maïs fourrage	238 850	240 680	+ 1	143	144	+ 1	34 050 750	34 538 300	+ 1

* en matière sèche pour le maïs fourrage

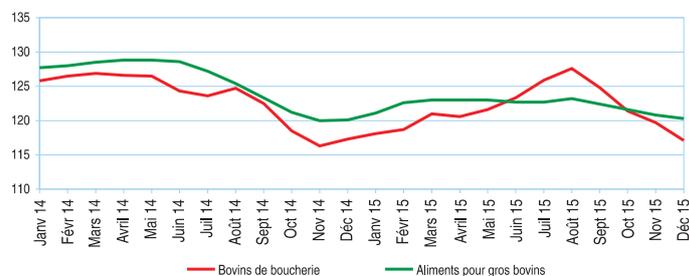
Source : Agreste - SAA définitive 2014 - SAA provisoire 2015

2 Évolution du prix des céréales (évolution en indice - base 100 en 2010)



Source : Insee, Ipampa, Ippap

4 Évolution du prix de la viande bovine (évolution en indice - base 100 en 2010)



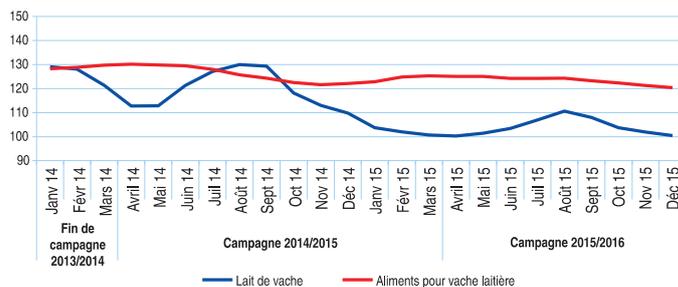
Source : Insee, Ipampa, Ippap

3 Livraisons de lait de vache à l'industrie (en millions de litres)

	2014	2015 (prov)	Évolution 2015/2014 en %
Calvados	638,3	637,3	- 0,2
Eure	238,6	234,9	- 1,5
Manche	1 548,2	1 557,0	+ 0,6
Orne	685,3	683,4	- 0,3
Seine Maritime	633,6	636,4	+ 0,4
Normandie	3 744,0	3 749,0	+ 0,1

Source : Agreste - EAL2014 - EML2015

5 Évolution du prix du lait (évolution en indice - base 100 en 2010)



Source : Insee, Ipampa, Ippap

Construction

Des signes encourageants dans le logement

Après plusieurs années de baisses consécutives, les autorisations de construire des logements repartent à la hausse, portées par les départements de Seine-Maritime et de l'Eure. Ces signes devraient permettre de soutenir le secteur de la construction avec des mises en chantiers à venir, dont le nombre n'est plus qu'en faible baisse. Un dynamisme qui s'observe aussi dans la promotion immobilière qui a vu ses ventes de logements neufs s'accroître fortement en 2015. En revanche, du côté des autorisations de constructions de locaux d'activité, les perspectives restent à la baisse.

Erwan Pouliquen, Dreal

Après trois années de baisses consécutives, le nombre de logements autorisés à la construction est en hausse de 5 % avec 15 400 logements autorisés en Normandie, une tendance en phase avec l'évolution nationale (+ 4 %, *figure 1*). Cette croissance ne concerne que les départements de Seine-Maritime (+ 11 %) et de l'Eure (+ 12 %), qui représentent plus de la moitié des logements autorisés en Normandie (respectivement 42 % et 15 %), l'Orne étant le plus petit contributeur (400 autorisations). Dans les autres départements, les autorisations de construire restent en repli, le département de la Manche subissant le plus fort recul, soit 4 %.

Hausse des autorisations de construire non encore concrétisée dans les mises en chantier

Ces perspectives encourageantes pour le secteur de la construction ne se sont pas encore totalement concrétisées dans les mises en chantier, qui reculent de 2,5 % en un an, avec seulement 14 200 logements commencés en 2015. Ce repli reste cependant sans commune mesure avec celui de l'année précédente, où tous les départements normands connaissaient une chute importante allant de - 13,0 % à - 34,3 % pour le plus touché, l'Orne. Les premiers effets de cette relance de la construction se font sentir dans le département de la Seine-Maritime, le seul département en légère hausse (+ 3 %), mais contribuant

pour presque la moitié des mises en chantier de la région, avec 6 500 logements commencés. *A contrario*, dans les autres départements normands, la construction de logements recule, en léger repli dans le Calvados, l'Orne et l'Eure (respectivement - 1,7 %, - 3,5 % et - 4,6 %), la Manche affichant, pour sa part, un recul très marqué de 20 % (*figure 2*).

Des ventes de logements neufs en forte hausse

Avec près de 2 600 ventes de logements neufs, l'année 2015 affiche une forte croissance, de 30 % pour les appartements et de 40 % pour les maisons, même si ce dernier segment ne pèse qu'un dixième du total des ventes régionales. Cette tendance à la hausse est bien plus marquée en Normandie qu'au niveau France métropolitaine, surtout pour les maisons, dont la croissance des ventes est presque quatre fois supérieure à l'évolution des ventes françaises (*figure 3*).

Après une année 2014 en net recul, le marché de la promotion immobilière retrouve donc un certain dynamisme en 2015. Ce sont ainsi plus de 3 000 nouveaux logements qui ont été proposés à la vente, soit une hausse de 50 %, contribuant aux bons résultats des autorisations de construire des logements (*figure 4*). La forte activité des marchés locaux a permis par ailleurs de baisser l'encours des logements disponibles à la vente de plus de 500

logements en 2 ans. À fin décembre 2015 moins de 3 200 logements étaient proposés à la vente.

Les prix des appartements (3 300 €/m²) et des maisons (200 000 €) sont en légère baisse (respectivement - 3,7 % et - 2 %). Ces prix restent cependant très en-deçà des valeurs observées au niveau national, portées par des régions aux marchés importants et chers comme l'Île-de-France ou certaines régions du sud de la France (*figure 5*).

Baisse des autorisations de construire de locaux d'activité sauf dans le commerce et les exploitations agricoles et forestières

Les autorisations de construire de locaux d'activité baissent assez fortement (- 13 %) pour la deuxième année consécutive, la Normandie ne bénéficiant pas de la reprise observée au niveau national (+ 5 %, *figure 6*). Cette dégradation se fait particulièrement sentir pour les bâtiments industriels où les autorisations de construire reculent d'un tiers, et pour les entrepôts où elles baissent de moitié. Les autres postes en net recul sont les services publics et l'hébergement hôtelier.

Seuls les bâtiments commerciaux et agricoles ou forestiers sont en hausse, de respectivement 8 % et 6 %. Le secteur agricole, pesant pour près de la moitié des autorisations de construire (757 000 m²), compense en partie les secteurs en baisse, mais ne suffit pas à lui seul à offrir de meilleures perspectives à la construction de locaux d'activité ■

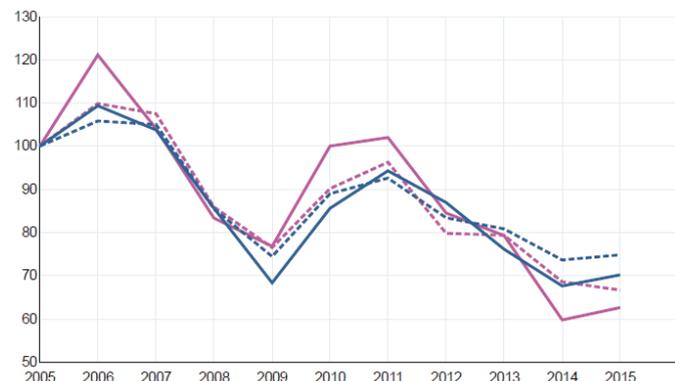
Pour en savoir plus

- Leroux (Sabrina), " La baisse de l'emploi salarié dans la construction est plus prononcée en Basse-Normandie qu'au niveau national", *Insee Flash Basse-Normandie*, Insee, n° 33, décembre 2015
- "Les entreprises en France", Fiches sectorielles - Construction - Les entreprises en France, *Insee Références* - Édition 2015
- "Tableaux de l'Économie Française", Construction, Édition 2015, février 2015

1 Évolution de la construction de logements

- Logements autorisés - Normandie
- Logements commencés - Normandie
- Logements autorisés - France métropolitaine
- Logements commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle

Champ : logements individuels et collectifs

Source : SOeS, Sit@del2, estimations au 13 avril 2016.

2 Logements commencés par département

en %

	Logements en 2015 (nombre)	Évolution 2015/2014	Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (1)
Calvados	3 700	-1,7	-2,3
Eure	2 100	-4,6	-4,9
Manche	1 500	-20,0	-5,9
Orne	400	-3,5	-15,8
Seine- Maritime	6 500	+3,1	+2,4
Normandie	14 200	-2,5	-2,2
France métropolitaine	335 400	+1,6	-0,2

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu la construction de logements, pour le département ou la région, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée.

Note : données brutes provisoires arrondies à la centaine en date réelle. Les évolutions sont calculées sur données non arrondies.

Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, Sit@del2, estimations au 13 avril 2016.

3 Ventes des maisons et des appartements neufs

en %

	Normandie			France métropolitaine		
	En 2015 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2015/2014	Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (2)	En 2015 (nombre ou prix en euro)	Évolution 2015/2014	Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (2)
Maisons neuves						
Nombre de ventes (1)	285	+40,4	-18,9	8 237	+11,0	-10,3
Prix moyen par maison	199 720	-2,0	-0,4	249 315	-1,5	+0,8
Appartements neufs						
Nombre de ventes (1)	2 306	+29,6	-6,6	94 301	+18,6	-3,1
Prix moyen au m ²	3 299	-3,7	+2,5	3 892	+0,6	+2,8

(1) : réservations avec dépôt d'arrhes

(2) : taux d'évolution annuel qu'auraient connu le nombre de ventes ou le prix moyen si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

nd : données non disponibles

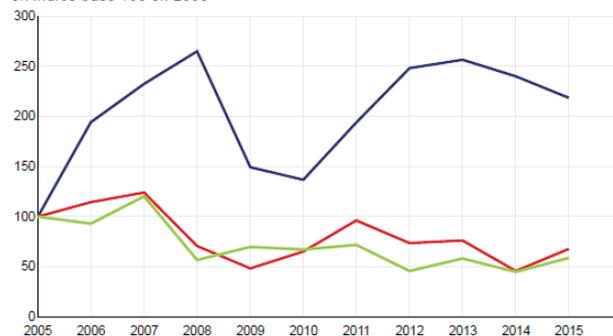
Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

4 Évolution de la commercialisation de logements neufs dans la région Normandie

- Logements neufs disponibles en fin d'année
- Logements neufs mis en vente
- Logements neufs vendus (réservés)

en indice base 100 en 2005

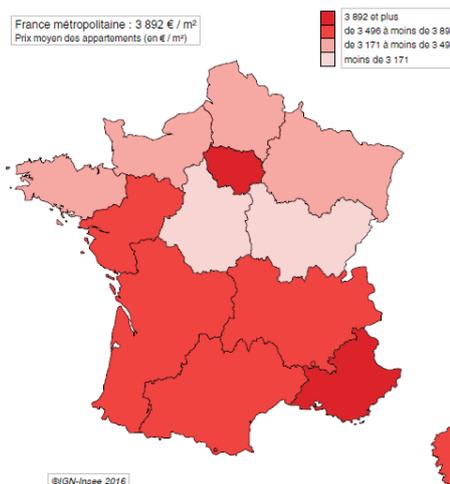


Note : données brutes.

Champ : permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers ; France métropolitaine

Source : SOeS, enquête ECLN

5 Prix régional moyen des appartements neufs en 2015



Avertissement : les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Champ : France métropolitaine.

Source : SOeS, enquête ECLN.

6 Évolution de la construction de locaux non résidentiels

- Locaux autorisés - Normandie
- Locaux commencés - Normandie
- Locaux autorisés - France métropolitaine
- Locaux commencés - France métropolitaine

en indice base 100 en 2005



Note : données brutes provisoires en date réelle.

Source : SOeS, Sit@del2, résultats au 13 avril 2016

Tourisme

Une année touristique marquée par une fréquentation française dynamique

Après une année touristique 2014 exceptionnelle stimulée par de nombreux événements phares, tel le 70^e anniversaire du débarquement des alliés en Normandie, la région réussit à maintenir une fréquentation de ses hôtels et campings à un bon niveau en 2015, grâce à la clientèle française qui est la plus dynamique. La fréquentation des hôtels recule cependant légèrement tandis que celle des campings continue d'augmenter.

Sabrina Leroux, Insee Normandie

En 2015, la Normandie accueille dans ses hôtels et campings 5,7 millions de touristes pour un total de 10,9 millions de nuitées. Après une très bonne année 2014, la fréquentation touristique progresse encore de 0,3 %, soit un gain de 37 600 nuitées sur un an (*figure 1*). C'est en mai et juillet que le nombre de nuitées augmente le plus. Le mois de mai bénéficie de la concentration des ponts et le mois de juillet du passage du Tour de France dans la région.

Les Français renouent avec l'hôtellerie normande...

En 2015, 7,5 millions de nuitées sont enregistrées dans l'hôtellerie normande, soit un recul de 1 %. Cette baisse modérée fait suite à une excellente année 2014. Alors que les Français renouent avec ce type d'hébergement (+ 0,8 % de nuitées), les étrangers le délaissent (- 6,2 % de nuitées). La part des nuitées étrangères dans l'activité hôtelière baisse ainsi de 1,4 point et atteint à peine un quart des nuitées.

La clientèle en provenance des États-Unis est en net retrait (- 12,3 % de nuitées après une hausse de 30,2 % en 2014, année du 70^e anniversaire du débarquement des alliés en Normandie). Les Russes sont également moins nombreux, au point de faire chuter la fréquentation touristique au niveau européen. La hausse du nombre de nuitées des nationalités belges et allemandes compense le moindre engouement des Italiens et des Néerlandais.

Le Calvados, département normand où le nombre de chambres offertes est le plus

élevé, concentre à lui seul 41,4 % des nuitées hôtelières de la région. La Seine Maritime et la Manche rassemblent respectivement 30,2 % et 15,8 % des nuitées. Le niveau des fréquentations est plus modeste dans l'Eure et l'Orne.

Les plus fortes baisses de fréquentation touchent les départements de l'Eure et de la Seine-Maritime. La Manche se démarque avec une progression du nombre de nuitées de 1,7 % (*figure 2*).

Sur l'année 2015, le taux d'occupation moyen des hôtels normands diminue (rapport du nombre de chambres occupées au nombre de chambres effectivement disponibles) et s'établit à 53,6 % (contre 54,4 % en 2014). Ce taux d'occupation diffère selon le niveau de confort des hôtels. Ainsi, le taux d'occupation des établissements de gamme supérieure (4 étoiles ou plus) est le plus important (60,5 %). Il est moindre pour les autres hôtels classés (54,1 %) et non classés (42,1 %).

... Et augmentent leurs nombres de nuitées dans les campings

Au sein des campings, 3,4 millions de nuitées sont enregistrées pendant la saison 2015 (*figure 4*). La fréquentation augmente de 3,4 % en un an. Cette croissance est entièrement due à la clientèle française (+ 8,6 % de nuitées). Les étrangers délaissent les campings après les avoir prisés durant plusieurs années successives (- 3,1 % de nuitées).

Les campings subissent notamment la désaffectation de leurs deux principales

clientèles étrangères. Ainsi, la fréquentation recule de 4,7 % pour les Néerlandais et de 5,7 % pour les Britanniques. En dépit de ces fortes baisses, ces deux nationalités assurent encore les deux tiers des nuitées étrangères. Les Allemands et les Belges, qui sont également bien représentés dans le paysage de l'hôtellerie de plein air normande, ont eux augmenté leur fréquentation, respectivement de + 8,2 % et de + 2,5 %.

Le Calvados et la Manche se partagent équitablement les trois quarts de la fréquentation des campings de la région, les Plages du Débarquement et le Littoral Manche étant des zones particulièrement appréciées des campeurs. À l'exception du Calvados qui enregistre un décrochage notable (-5,1 % de nuitées), tous les départements normands profitent du dynamisme touristique de l'hôtellerie de plein air.

Les campeurs plébiscitent les structures alliant qualité et confort (*figure 5*). Les emplacements équipés (bungalow, chalet, etc.) affichent toujours une occupation plus forte (55,7 %) que celle des emplacements nus (29,8 %). Ainsi, les emplacements équipés représentent 16,9 % des emplacements offerts et rassemblent au total 33,6 % des nuitées.

Comme pour les hôtels, les campings non classés affichent un taux moyen d'occupation (21,9 %) moindre que ceux qui sont classés (35,7 %) et le taux d'occupation des campings classés tend à augmenter avec le niveau de confort ■

Pour en savoir plus

- Coënon (Alain), "Bilan de la saison touristique 2015 en Normandie : le tourisme normand a toujours le vent en poupe", *Insee Analyses Normandie*, Insee, n° 2, février 2016
- Favre (Florent), "Un bon bilan pour la saison touristique d'été 2015", *Insee Focus*, Insee, n° 51, décembre 2015

1 Évolution des nuitées dans les hôtels et les campings

— Nombre de nuitées - Normandie
 - - - Nombre d'arrivées - Normandie
 — Nombre de nuitées - France métropolitaine
 - - - Nombre d'arrivées - France métropolitaine

en indice base 100 en 2010



Note : données 2015 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

2 Nombre de nuitées dans les hôtels par département

en %

	Nombre de nuitées dans les hôtels			Part de nuitées effectuées en 2015 par une clientèle étrangère
	2015 (en milliers)	Évolution 2015/2014	Évolution moyenne annuelle 2014/2010 (1)	
Calvados	3 110	-0,7	+1,1	27,1
Eure	569	-3,8	+0,3	17,1
Manche	1 188	+1,7	-0,7	25,5
Orne	377	+0,1	-3,7	16,3
Seine-Maritime	2 271	-2,1	+0,9	22,8
Normandie	7 515	-1,0	+0,4	24,3
France métropolitaine	202 087	+1,8	+0,4	36,5

Note : données 2015 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

4 Nombre de nuitées dans les campings par département

en %

	Nombre de nuitées dans les campings			Part de nuitées effectuées en 2015	
	2015 (en milliers)	Évolution 2015/2014	Évolution moyenne annuelle 2014/2010 (1)	par une clientèle étrangère	sur emplacements équipés
Calvados	1 296	-5,1	+0,1	44,8	40,0
Eure	156	+14,1	-0,8	48,2	27,9
Manche	1 227	+5,7	-2,1	37,1	30,3
Orne	100	+4,7	+0,5	26,5	14,6
Seine-Maritime	584	+18,5	+3,9	42,3	30,9
Normandie	3 363	+3,4	-0,2	41,2	33,6
France métropolitaine	112 876	+2,9	+1,3	31,9	48,5

Note : données 2015 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le nombre de nuitées si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

3 Nombre de nuitées dans les hôtels selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2015 (milliers)		Évolution 2015/2014 (%)	
	Normandie	France métropolitaine	Normandie	France métropolitaine
1-2 étoiles	2 584	58 002	+1,6	+7,7
3 étoiles	2 930	75 770	+2,9	+5,3
4-5 étoiles	1 288	48 224	+1,0	+8,9
Non classés	712	20 091	-22,8	-29,3
Total	7 515	202 087	-1,0	+1,8

Notes :

- données 2015 définitives. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014.

- Les chiffres concernant les nuitées par catégorie d'hôtels entre 2013 et 2014 doivent être regardés avec beaucoup de prudence. En effet, en 2014, ces hôtels ont continué à se classer massivement auprès d'Atout France, au-delà des mouvements normaux sur le parc. Les évolutions observées en 2014 s'expliquent donc en grande partie par des effets de classement de non-classés.

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

5 Nombre de nuitées dans les campings selon la catégorie

	Nombre de nuitées en 2015 (milliers)		Évolution 2015/2014 (%)	
	Normandie	France métropolitaine	Normandie	France métropolitaine
1-2 étoiles	635	16 120	+11,3	0,0
3-4-5 étoiles	2 543	90 199	+2,4	+4,2
Non classés	185	6 556	-6,4	-6,7
Total	3 363	112 876	+3,4	+2,9

Note : données 2015 définitives. La fréquentation des campings n'est observée que de mai à septembre. Données 2010, 2011, 2012 et 2013 rétropolées suite au changement de classification début 2014

Source : Insee en partenariat avec la DGE et les comités régionaux du tourisme (CRT)

Transport

Regain d'activité dans les ports et aéroports normands

Voyageurs ou marchandises, ports ou aéroports, l'année 2015 aura plutôt été de bonne facture en Normandie. Tous les ports normands ont pu bénéficier d'un volume accru de trafic de marchandises. Hormis le Havre, ils ont aussi gagné en flux de voyageurs. De leur côté, les deux grands aéroports normands, forts d'une densification des vols commerciaux, ont connu une année faste.

Pascal Capitaine, Dreal

En 2015, les divers trafics de marchandises ou de voyageurs se sont intensifiés en Normandie (*figure 1*).

Marchandises : le trafic s'intensifie dans tous les principaux ports

Le premier d'entre eux, le port du Havre, affiche un trafic en hausse de 2 % par rapport à 2014, avec un volume total atteignant 69 millions de tonnes. Cette croissance vaut autant pour les marchandises débarquées, qui représentent les deux tiers de l'activité du port, que pour les marchandises embarquées. Comptant pour la moitié des marchandises arrivant sur le port, le pétrole brut est principalement à l'origine de cette progression (+ 7 %). Parallèlement, et sans doute en lien avec ce volume plus important de pétrole brut entrant, les sorties de produits raffinés se sont accrues (+ 15 %). En revanche, le trafic de conteneurs a légèrement reculé (- 2,3 %).

La progression du second port maritime de la région, le port de Rouen, atteint 4 %, pour un trafic total de 22,5 millions de tonnes. La hausse conséquente du trafic de céréales (+ 12,6 %), qui compte pour un tiers du trafic du port de Rouen, est à l'origine du bon résultat de 2015.

Les résultats des ports de Caen et de Cherbourg sont eux aussi en progrès : + 5,6 % pour un trafic de 3,3 M de tonnes à Caen, et + 23,5 % pour un trafic de 1,7 M de tonnes à Cherbourg.

Le trafic fluvial avec 12,6 millions de tonnes manutentionnées sur la Seine, recule de 9,6 %. La hausse des produits pétroliers et agricoles ne compense pas la chute des matériaux de construction qui représentent

toujours le tiers du trafic, et des produits chimiques qui s'effondrent (volumes divisés par cinq). Le trafic de conteneurs baisse également de 10,0 % en équivalent vingt pieds (EVP).

Près d'un million de passagers à Caen Oustreham

Côté voyageurs, les résultats des ports normands sont presque aussi positifs. Alors qu'on aurait pu ressentir le contrecoup d'une année 2014 riche en événements touristiques comme les Jeux Équestres ou le 70^e anniversaire du Débarquement, le trafic maritime de voyageurs s'est plus que maintenu en Normandie en 2015 (+ 0,6 %). Toutefois, cette stabilité masque des résultats assez déséquilibrés. Les ferries du port de Caen-Oustreham ont transporté 993 000 passagers en 2015, soit 2,4 % de plus qu'en 2014. Les ports de Cherbourg (636 000 passagers, + 7,2 %) et de Dieppe (410 000 passagers, + 43 %) ont connu eux aussi une belle année. Seul le port du Havre a ralenti son trafic, de manière conséquente, avec près d'un quart de passagers en moins (600 000 passagers en 2015) en raison de la fermeture de la ligne Le Havre-Portsmouth, exploitée par l'armateur danois DFDS Seaways. Cette fermeture a sans doute profité en partie à la forte croissance du trafic sur le port de Dieppe.

Les premiers vols low cost à Deauville Saint-Gatien

Les principaux aéroports normands ont aussi profité d'un afflux de voyageurs en 2015 (*figure 2*). Le premier d'entre eux, l'aéroport de Deauville Saint-Gatien, spécialisé dans les vols internationaux, a augmenté son trafic de 30 %, notamment en raison de

la mise en place d'une ligne low cost qui a transporté 25 000 passagers pour des séjours ensoleillés, vers l'Europe du sud et l'Afrique du nord. Au total, 149 000 passagers ont embarqué en 2015 à Deauville. À Caen-Carpique, la progression du trafic, légèrement inférieure à celle de Deauville, atteint malgré tout 12 % en 2015, pour un total de 129 000 passagers embarqués. Cet accroissement est à mettre au crédit d'une densification des vols vers la Corse, avec notamment la création d'une ligne Caen-Bastia. À Carpiquet, les vols charters n'ont pris en charge qu'un quart des passagers embarqués. Dernier aéroport normand à avoir bénéficié d'une hausse de son trafic, l'aéroport de Rouen Vallée de Seine a embarqué 5 200 passagers en 2015, pour une hausse s'élevant à 42 %.

L'année a été beaucoup moins favorable pour les aéroports de Cherbourg-Maupertuis, où le trafic a chuté à 4 700 passagers (- 9 %), et surtout du Havre-Octeville (- 42 %), où ne se sont embarqués que 6 200 passagers en 2015. Dans cet aéroport, le trafic a été divisé par cinq en cinq ans.

Nouvelle hausse des immatriculations

Pour la deuxième année consécutive, les immatriculations de véhicules particuliers (*figure 3*) ont progressé en Normandie (+ 5,4 %). Cet accroissement s'est constaté dans les cinq départements normands, variant de 3,0 % dans la Manche à 8,3 % dans le Calvados. Il reste cependant inférieur au niveau national (+ 6,8 %). En revanche, les immatriculations de véhicules utilitaires légers se sont légèrement contractées (- 3 %) ■

Pour en savoir plus

- Bayardin (Vinciane), Caritg (Jean-Philippe), "Quasi-stabilité de l'emploi industriel-portuaire en 2013", *Insee Flash Haute-Normandie*, Insee, n° 30, novembre 2015
- Legardinier (Franck), Dreal, "Transport - Afflux de voyageurs dans les ports bas-normands", *Insee Conjoncture Basse-Normandie*, Insee, n° 5, mai 2015
- Blazévic (Bruno) & Maillard (Martial), "Panorama économique de l'espace Paris-Seine-Normandie", *Cahier d'Aval*, Insee, n° 92, novembre 2011

1 Trafic des principaux ports normands en 2015

Unités : tonnages en million de tonnes, passagers en nombre, évolution en %

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Évolution 2015/2014
Ports Normands Associés (PNA)							
Caen-Ouistreham							
Tonnages	3,85	3,58	3,18	3,23	3,12	3,30	+ 2,42
Passagers	1 022 141	953 718	936 238	922 538	969 928	993 355	+ 5,57
Cherbourg							
Tonnages	1,80	1,80	1,56	1,63	1,37	1,69	+ 23,54
Passagers	626 498	700 013	580 047	552 734	593 223	636 240	+ 7,25
HAROPA							
Le Havre							
Tonnages	70,05	67,56	63,52	67,17	66,90	68,32	+ 2,10
Passagers	nd	715 279	620 657	756 709	777 805	602 029	- 22,60
Rouen							
Tonnages	26,70	25,39	21,16	22,39	21,66	22,52	+ 4,00
Passagers	39 330	40 241	38 622	15 774	25 301	27 643	+ 9,00
Syndicat mixte du port de Dieppe							
Dieppe							
Tonnages	1,77	1,60	1,84	1,87	1,77	2,15	+ 21,49
Passagers	254 410	258 340	265 900	276 400	285 368	409 961	+ 43,66

Sources : Ports Normands Associés (PNA) www.pna-ports.fr - HAROPA www.haropaports.com - Syndicat mixte du port de Dieppe, www.port.dedieppe.fr.

2 Passagers des aéroports

en %

	Normandie		France métropolitaine		
	Passagers 2015 (nombre)	Évolution 2015/2014	Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (1)	Évolution 2015/2014	Évolution annuelle moyenne 2014/2009 (1)
Lignes nationales	122 795	+11,0	-6,5	+0,9	+1,4
Lignes internationales	165 443	+22,6	+7,5	+4,0	+3,9
Transit	6 440	+54,0	-30,7	+2,5	-11,2
Total	294 678	+18,0	-1,9	+3,1	+3,1
dont lignes à bas coût (low cost)	24 812			+9,4	+10,3
Part des lignes à bas coût (low cost) (en %)	8,4	///	///	///	///

Note : données brutes

(1) : taux d'évolution annuel qu'aurait connu le trafic passager si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée

/// : absence de donnée due à la nature des choses

Source : Union des aéroports français.

3 Évolution du nombre d'immatriculations de véhicules particuliers neufs

— Normandie — France métropolitaine

en indice base 100 en 2006



Note : données brutes

Source : SOeS, Fichier central des automobiles, SIDIV

Définitions

Activité partielle / Chômage partiel

Lorsqu'une entreprise réduit son activité au-dessous de l'horaire légal ou arrête momentanément tout ou partie de son activité et qu'elle n'entend pas rompre les contrats de travail qui la lient à ses salariés, elle peut avoir recours au chômage partiel. Le système d'indemnisation du chômage partiel permet de gérer une baisse d'activité ponctuelle, limitée dans le temps et ayant pour cadre l'année civile.

Arrivées ou séjours

Nombre de clients différents qui séjournent une ou plusieurs nuits consécutives dans un même hôtel.

Durée moyenne de séjour (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport du nombre de nuitées au nombre d'arrivées des clients hébergés.

Catégories de demandes d'emploi établies par Pôle Emploi

La publication des effectifs de demandeurs d'emploi inscrits se fait selon les catégories statistiques suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois) ;
- catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. plus de 78 heures au cours du mois) ;
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), y compris les demandeurs d'emploi en convention de reclassement personnalisé (CRP) et en contrat de transition professionnelle (CTP), sans emploi ;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).

Cessation d'entreprise

Il s'agit de l'arrêt total de l'activité économique de l'entreprise. Il ne faut pas confondre la notion de défaillance avec la notion plus large de cessation. Les liquidations qui font suite à une défaillance ne représentent qu'une partie, variable avec le temps et le secteur d'activité, de l'ensemble des cessations.

Contrat d'apprentissage

Le contrat d'apprentissage est un contrat de travail qui a pour but de donner à des jeunes travailleurs ayant satisfait à l'obligation scolaire une formation générale, théorique et pratique, en vue de l'obtention d'une qualification professionnelle

sanctionnée par un diplôme de l'enseignement professionnel ou technologique, un titre d'ingénieur ou un titre répertorié. L'apprentissage repose sur le principe de l'alternance entre enseignement théorique en centre de formation d'apprentis (CFA) et enseignement du métier chez l'employeur avec lequel l'apprenti a signé son contrat.

La durée du contrat varie de 1 à 3 ans en fonction du type de profession et de la qualification préparée. Tout jeune âgé de 16 à 25 ans peut entrer en apprentissage. La rémunération, calculée en pourcentage du Smic (entre 25 % et 78 %), varie selon l'âge du jeune en apprentissage et sa progression dans le ou les cycles de formation.

Contrat d'insertion dans la vie sociale / CIVIS

Le contrat d'insertion dans la vie sociale (CIVIS), dans son volet « accompagnement vers l'emploi » a été mis en œuvre en 2005. Il s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans faiblement qualifiés et rencontrant des difficultés particulières d'insertion professionnelle. Il a pour objectif d'organiser les actions nécessaires à la réalisation de leur projet d'insertion dans un emploi durable.

Contrat de professionnalisation

Le contrat de professionnalisation s'adresse à tous les jeunes âgés de 16 à 25 ans révolus et aux demandeurs d'emploi âgés de 26 ans et plus. Il s'agit d'un contrat de travail en alternance à durée déterminée ou indéterminée incluant une action de professionnalisation. Son objectif est de permettre aux salariés d'acquérir une qualification professionnelle et de favoriser leur insertion ou réinsertion professionnelle.

Contrat unique d'insertion / CUI

Créé par la loi n°2008-1249 du 1^{er} décembre 2008 généralisant le revenu minimum de solidarité active et réformant les politiques d'insertion, le contrat unique d'insertion (CUI) est entré en vigueur au 1^{er} janvier 2010 (dans les départements d'Outre-Mer entrée en vigueur prévue pour le 1^{er} janvier 2011).

Le contrat unique d'insertion a pour objet de faciliter l'insertion professionnelle des personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles d'accès à l'emploi

Création d'entreprise

La statistique mensuelle des créations d'entreprises est constituée à partir des informations du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene).

Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

Par rapport aux immatriculations dans Sirene, on retient comme création pour satisfaire au concept harmonisé :

- 1) les créations d'entreprise correspondant à la création de nouveaux moyens de production (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) ;
- 2) les cas où l'entrepreneur (il s'agit en général d'un entrepreneur individuel) reprend une activité après une interruption de plus d'un an (il n'y a pas de nouvelle immatriculation dans Sirene mais reprise de l'ancien numéro Siren) ;
- 3) les cas où l'entrepreneur redémarre une activité après une interruption de moins d'un an mais avec changement d'activité ;
- 4) les reprises par une entreprise nouvelle de tout ou partie des activités et moyens de production d'une autre entreprise (il y a nouvelle immatriculation dans Sirene) lorsqu'il n'y a pas continuité de l'entreprise reprise.

On considère qu'il n'y a pas continuité de l'entreprise si parmi les trois éléments suivants concernant le siège de l'entreprise, au moins deux sont modifiés lors de la reprise : l'unité légale contrôlant l'entreprise, l'activité économique et la localisation.

Depuis les données relatives à janvier 2009, à la suite de la mise en place du régime de l'auto-entrepreneur (renommé micro-entrepreneur, à compter du 19 décembre 2014), les statistiques de créations d'entreprises incluent les demandes de créations enregistrées dans Sirene au titre de ce régime. Ce dénombrement n'inclut pas les entrepreneurs déjà en activité avant le 1^{er} janvier 2009 et qui avaient demandé, à titre dérogatoire au plus tard le 31 mars 2009, à bénéficier du régime micro-social et du versement fiscal libératoire en 2009.

Défaillance d'entreprise

Une entreprise est en situation de défaillance ou de dépôt de bilan à partir du moment où une procédure de redressement judiciaire est ouverte à son encontre.

Remarque : il ne faut pas confondre la notion de défaillance et la notion de cessation (voir cette dernière définition).

Demandeurs d'emploi en fin de mois / DEFM

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Demandeurs d'emploi de longue durée / DELD

Les demandeurs d'emploi de longue durée (DELD) sont ceux inscrits à Pôle Emploi depuis un an ou plus.

Emploi d'Avenir / EAV

L'emploi d'avenir (EAV) est un contrat d'aide à l'insertion destiné aux jeunes particulièrement éloignés de l'emploi, en raison de leur défaut de formation ou de leur origine géographique. Il comporte des engagements réciproques entre le jeune, l'employeur et les pouvoirs publics, susceptibles de permettre une insertion durable du jeune dans la vie professionnelle.

Emploi salarié

Par salariés, il faut entendre toutes les personnes qui travaillent, aux termes d'un contrat, pour une autre unité institutionnelle résidente en échange d'un salaire ou d'une rétribution équivalente.

Les non salariés sont les personnes qui travaillent mais sont rémunérées sous une autre forme qu'un salaire.

Enquête de fréquentation dans l'hôtellerie

L'enquête de fréquentation dans l'hôtellerie permet l'observation conjoncturelle de la fréquentation dans l'hôtellerie et l'étude de la structure de la clientèle, notamment de son origine géographique. Elle permet d'établir des indicateurs de taux d'occupation, de durée moyenne de séjour ou de part de la clientèle professionnelle.

Estimations d'emploi localisées

À partir de 2009, les estimations d'emploi annuelles sont calculées à partir du dispositif Estel (Estimations d'emploi localisées), qui se fondent sur l'utilisation des sources administratives en niveau.

Pour les salariés, il s'agit des Déclarations Annuelles de Données Sociales (DADS « grand format ») contenant, en plus des DADS stricto sensu, les données du fichier de paye des agents de l'État et celles des particuliers employeurs).

Pour les non salariés agricoles, les sources mobilisées sont les fichiers de la Mutualité Sociale Agricole (MSA) et pour les non salariés non agricoles, les fichiers de l'Agence Centrale des Organismes de Sécurité Sociale (ACOSS) qui est la Caisse Nationale des Unions de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales (URSSAF).

Hôtellerie de plein air (camping)

Les campings-caravanings classés le sont selon les nouvelles normes Atout France en vigueur depuis juillet 2012. Ils sont classés de 1 à 5 étoiles.

Immatriculations de voitures particulières neuves

L'Insee publie mensuellement le nombre des immatriculations des voitures particulières neuves (hors utilitaires et transit temporaire) permettant ainsi de suivre l'évolution du marché automobile français. Le chiffre brut, communiqué par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA) est corrigé des jours ouvrables et des variations saisonnières (CJO-CVS).

Intérim

L'opération de « travail intérimaire » (ou « intérim » ou « travail temporaire ») consiste à mettre à disposition provisoire d'entreprises clientes, des salariés qui, en fonction d'une rémunération convenue, sont embauchés et rémunérés à cet effet par l'entreprise de travail intérimaire (ou entreprise de travail temporaire).

Logement autorisé

Un logement autorisé est un logement, non encore réalisé, qui entre dans le cadre d'un dossier de permis de construire ayant reçu un avis favorable.

Logement commencé

Un logement commencé est un logement faisant partie d'un bâtiment dont les fondations sont commencées (cas des logements collectifs) ou dont les « fouilles en rigole » sont entreprises (cas des logements individuels).

Micro-entrepreneur

Le régime du micro-entrepreneur est la nouvelle dénomination pour celui de l'auto-entrepreneur depuis le 19 décembre 2014. Ce régime a été mis en place par la loi de modernisation de l'économie (LME) d'août 2008 et s'applique depuis le 1^{er} janvier 2009 aux personnes physiques qui créent, ou possèdent déjà, une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire. Il offre des formalités de création d'entreprises allégées ainsi qu'un mode de calcul et de paiement simplifié des cotisations sociales et de l'impôt sur le revenu. Pour en bénéficier, l'entrepreneur individuel doit remplir les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise. De nouvelles dispositions, définies par la loi Pinel du 18 juin 2014, s'appliquent depuis le 19 décembre 2014. Le micro-entrepreneur bénéficie ainsi :

- du régime micro-social ;
- d'un régime micro-fiscal ;
- d'une exonération temporaire de la cotisation foncière des entreprises ;
- d'une exonération ou d'une franchise de TVA du fait de son activité.

Avant le 19 décembre 2014, il bénéficiait également d'une dispense d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés (RCS) pour les commerçants ou au répertoire des métiers (RM) pour les artisans, sauf cas particuliers. Depuis la dispense a été supprimée mais l'immatriculation est gratuite.

Nomenclature d'activités française / NAF rév. 2, 2008

La nomenclature des activités économiques en vigueur en France depuis le 1^{er} janvier 2008 est la nomenclature d'activités française (NAF rév. 2). La NAF a la même structure que de la nomenclature d'activités de la Communauté européenne (NACE rév. 2) mais elle comporte un niveau supplémentaire, spécifique à la France, celui des sous-classes.

Nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Pôle Emploi

Pôle emploi est un opérateur du service public de l'emploi. Il est issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assedic qui est devenue effective par la loi du 13 février 2008 relative à la réforme du service public de l'emploi.

Population active (BIT)

La population active dite « au sens du BIT » regroupe la population active occupée et les chômeurs ; ces deux concepts étant entendus selon les définitions du Bureau International du Travail (BIT).

Sit@del2

Sit@del2 est une base de données du système statistique public relative à la construction neuve de logements et de locaux non résidentiels. Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables. Sit@del2 est la continuité de Sitadel, prenant en compte les nouvelles variables des formulaires mis en place lors de réforme du droit des sols en octobre 2007.

Taux de chômage

Le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs). On peut calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière, se calculent des taux de chômage par sexe, par professions et catégories socioprofessionnelles (PCS), par région, par nationalité, par niveau de diplôme...

Taux de chômage (BIT)

Le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) est la proportion du nombre de chômeurs au sens du BIT dans la population active au sens du BIT.

Taux d'occupation (hôtellerie, hôtellerie de plein air)

Rapport entre le nombre de chambres (emplacements) occupés et le nombre de chambres (emplacements) offerts par les hôtels et campings ouverts. Il diffère du taux d'utilisation qui rapporte le nombre de chambres (emplacements) occupés au nombre de chambres (emplacements) total des hôtels et campings, qu'ils soient ouverts ou fermés.

Coordination	Direction régionale Insee Normandie
Directeur de publication	Daniel Brondel
Contribution	Direccte Draaf Dreal
Rédactrice en chef	Maryse Cadalanu
Auteurs	Christelle Bérard (Direccte) Isabelle Bigot (Insee Caen) Elisabeth Borgne (Draaf) Pascal Capitaine (Dreal) Julien Delamare (Insee Rouen) Sabrina Leroux (Insee Caen) Erwan Pouliquen (Dreal)
Contacts presse	Martine Chéron (Rouen) Tél 02 35 52 49 75 martine.cheron@insee.fr Philippe Lemarchand (Caen) Tél 02 31 15 11 14 philippe.lemarchand@insee.fr
	© Insee 2016

Bilan économique 2015

En 2015, l'économie normande peine à profiter de l'amélioration nationale

En 2015, la Normandie perd 1 100 emplois salariés dans le secteur marchand non agricole. Avec cette légère contraction de 0,2 %, l'emploi normand ne bénéficie donc pas de la reprise au niveau national (+ 0,5 %). L'emploi intérimaire continue d'augmenter (+ 4,3 %) mais à un rythme moindre qu'au niveau national (+ 9,4 %). *A contrario*, les emplois industriels continuent de subir des pertes. Dans la construction, malgré la stabilisation de l'activité avec des autorisations de construire qui repartent à la hausse, l'emploi baisse fortement.

Le taux de chômage au sens du BIT se stabilise à 10,2 % fin 2015 en Normandie. La situation des jeunes de moins de 25 ans sur le marché du travail continue de s'améliorer en 2015 (- 3,4 % pour la catégorie A) sous l'effet des mesures pour l'emploi des jeunes. En revanche, la situation des plus de 50 ans se dégrade et le chômage de longue durée augmente.

Conjoncture n° 3
mai 2016

ISSN 2493-7495

Insee Normandie
8 quai de la bourse - CS 21410
76037 Rouen cedex 1

5 rue Claude Bloch
BP 95137
14024 Caen cedex

Directeur de la publication :
Daniel Brondel

Rédacteur en chef :
Maryse Cadalanu

© Insee 2016